

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Censure

Depuis octobre 2012, Jacques Sapir publie ses carnets de recherche sur la plateforme *Hypothèses.org* qui fait partie du portail *OpenEdition* créé par le CNRS, l'EHESS et deux universités. Le blog <http://russeurope.hypotheses.org> est lu chaque mois par 100 000 lecteurs différents.

En liaison avec l'actualité, les notes d'économie et de philosophie politique sont parfois marquées de considérations polémiques qui, depuis bientôt cinq ans, n'avaient pas préoccupé Marin Dacos, directeur d'*OpenEdition*, et qui n'entraient jamais en contradiction avec la charte du portail.

Le 26 septembre, Marin Dacos a décidé la fermeture de « *russeurop* », alors qu'il n'est pas qualifié pour juger le travail scientifique de Jacques Sapir. Cet acte arbitraire ne vise pas seulement à perturber et à discréditer le travail d'un chercheur. C'est une œuvre pédagogique, plébiscitée par des centaines de milliers de lecteurs, qu'on veut détruire. Comme Marin Dacos a été nommé depuis peu conseiller scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur, nous sommes manifestement en présence d'un acte de censure politique que le ministre de tutelle doit au plus vite annuler.

Front national

Fractures ouvertes

Catalogue

La lettre
au roi

p. 2

Politique

La guerre
des gauches

p. 8

La lettre au roi

La missive est adressée au Premier ministre, en charge des affaires. Mais copie a été adressée au roi par ses signataires : pour Ada Colau et Carles Puigdemont, c'est le pacte constitutionnel né en 1978 qui est en cause.

Ada Colau est maire de Barcelone. Elle est issue de cette nouvelle gauche née de l'opposition aux politiques néo-libérales qui ont fait tant de mal aux Espagnols. Carles Puigdemont est le président de la Généralité de Catalogne, qui vient d'échouer dans sa tentative de déclarer au forceps l'indépendance. La lettre qu'ils ont adressé Premier ministre Mariano Rajoy, avec copie au roi Philippe VI, le 15 septembre, nous permet de mesurer l'abîme d'incompréhension qui sépare les deux camps en présence, et face auquel la fonction modératrice du roi est déjà, implicitement, sollicitée.

« Les conflits politiques se résolvent, dans les systèmes démocratiques, à travers des propositions politiques qui sont la conséquence de négociations et du dialogue. Entre la Catalogne et l'État espagnol, existe un évident conflit politique qui vient de loin et que nous avons tenté de résoudre par un bon accord. Mais la réponse a toujours été négative (...). Quand le Tribunal constitutionnel a rejeté le statut qui au préalable avait été voté par les parlements catalan et espagnol et adopté par référendum par les citoyens de Catalogne, le pacte constitutionnel de 1978 s'est rompu ». Les

deux élus régionaux ne font, bien-sûr, pas dans la mesure. Pour eux, l'invalidation par l'équivalent de notre Conseil constitutionnel d'un statut d'autonomie déjà adopté par les urnes est à l'origine d'un conflit de légitimité démocratique, et du mouvement vers l'indépendance. La solution, selon eux, passe par « *un nouvel appel au dialogue au gouver-*



nement espagnol, et en particulier à son président, M. Mariano Rajoy ». Celui-ci doit examiner la manière dont les acteurs du conflit peuvent « *se mettre d'accord* » pour que les Catalans organisent un référendum. La réponse du gouvernement a été publiée : le référendum n'est pas reconnu par la Constitution. D'aucuns parlent déjà de la plus grave crise politique qu'ait traversé le pays depuis la tentative de coup d'État

militaire de 1981. On sait alors qui l'avait déliée : le roi lui-même. Fort d'une légitimité qui ne lui vient pas des urnes, adossée à une neutralité effective. C'est peut-être pourquoi, cette fois encore, c'est au plus haut représentant de l'État espagnol que les deux hauts responsables politiques de Catalogne s'adressent.

La veille du départ de cette missive, Philippe VI s'était justement exprimé pour la première fois sur un conflit politique dont personne, aujourd'hui, n'entrevoit l'issue. À l'occasion de la remise des prix nationaux de la Culture, le roi a justement rappelé que « *pour pouvoir s'exprimer pleinement, la culture a besoin de liberté. Une liberté que les Espagnols ont acquise au prix fort – vous le savez bien – et qui rendit possible notre envie commune de vivre en démocratie. Une cohabitation démocratique qui fut le fruit d'un désir profond, intense et ressenti par chacun des Espagnols. Et une aspiration concrétisée à la suite de nombreux sacrifices et efforts, et grâce à l'engagement et à la générosité de tous. Un grand effort collectif auquel nous ne pouvons pas renoncer* ». Et le roi de prôner le respect des règles établies par la Constitution de 1978.

Malgré les affrontements, un grand nombre d'intellectuels - y compris à la gauche de la gauche - insistaient eux aussi sur la possibilité qu'il y avait encore de maintenir l'unité de l'Espagne aux delà des légitimes attaches culturelles de tout-un-chacun. Le roi d'Espagne, dans sa position prudente, semble bien installé dans un rôle de conciliateur, même si le chemin à parcourir reste semé d'embûches.

Christophe BARRET

SOMMAIRE

P 1 Cible : Censure - P 2 : Catalogne : la lettre au roi - P 3 : Lutte de classes : Propagande de guerre - Écho des blogs : Bradage - P 4 : Industrie : Naufrage volontaire - Accord UE-Canada : déni de démocratie P 5 : Référendum : La république d'Erbil - P 6 - 7 : Front national : fractures ouvertes - P 8 : Complexité : La guerre des gauches - P 9 : Le phénomène Macron - P 10 : Cinéma : Du *Redoutable* - Exposition : Claude Monet P 11 : Brèves : Bulgarie - Burkina Faso - Belgique - Cambodge - P 12 : Éditorial : Bertrand Renouvin : « Échec aux germanophiles » .

Propagande de guerre

Pour « vendre » les ordonnances et le budget, le gouvernement tire tous les feux d'artifices de la propagande : les « réformes » sont décidées pour notre bien ! Mais en fin de quinquennat, c'est toujours la même caste qui gagne.

La réforme du Code du travail ? Elle est faite pour lutter contre le chômage ! Le budget ? Il va profiter à tout le monde ! De quinquennat en quinquennat, le même discours, techniquement argumenté, lourdement chiffré, est servi aux citoyens pour enrober la progression de la flexibilité et les budgets de rigueur. Encore un petit effort et nous verrons le bout du tunnel... En 1983 déjà, le tournant de la rigueur était enjolivé de clignotants qui passaient au vert et de lumières dans les tunnels. Mais la flexibilisation et le chômage de masse sont allés de pair et les sacrifices demandés aux classes moyennes et populaires ont ponctué la régression sociale.

D'où une question, lancinante : pourquoi les victimes de l'ultralibéralisme, fortement majoritaires, n'arrivent-elles pas à chasser les oligarques qui confisquent le pouvoir depuis vingt ans ? La trahison du Parti socialiste, l'effondrement du Parti communiste et la division du mouvement syndical sont les principaux facteurs de cette impuissance. La victoire d'Emmanuel Macron a durci cette dialectique du faible qui domine et des forts qui sont dominés. Ultra-minoritaire dans le pays et de plus en plus discrédité, le clan Macron peut poursuivre la mise en œuvre du programme oligarchique sans cacher ses intentions – contrairement à François Hollande. On bombarde les populations mais la propagande de guerre explique que c'est pour libérer en elles les énergies ! La réforme de l'ISF, qui favorise ouvertement les plus riches, et les économies massives réalisées sur les dépenses de santé et aux dépens des retraités relèvent de la provocation, voire de l'obscénité. Le gouvernement pense qu'il peut tout faire accepter parce que les manifestations de rue sont de faible ampleur, étalées dans le temps et sans relai suffisant à l'Assemblée nationale. Les événements de septembre lui donnent raison : front syndical divisé, deux journées de manifestation d'ampleur modeste, échec du mouvement des routiers, la manifestation de la France insoumise occultée dans les médias par l'absurde déclamation de Jean-Luc Mélenchon sur « la rue ».

La bataille n'est pas terminée. Le 29 septembre, le Comité confédéral national de Force ouvrière a désavoué Jean-Claude Mailly et appelé à une « mobilisation interprofessionnelle » avant la ratification des ordonnances en novembre. Il faut, cette fois, que toutes les luttes sociales convergent.

Annette DELRANCK

Bradage

Le démantèlement complet et la vente par appartement de l'ancien fleuron industriel français, Alcatel-Alstom, touchent malheureusement à sa fin : Alstom va passer sous le contrôle de l'allemand Siemens. Martine Orange analyse, sur le site *Médiapart*, ce nouveau bradage de notre industrie.

L'auteur est d'emblée très claire : « C'est un Airbus du rail qui n'en a que le nom. Cette opération se fait dans des termes beaucoup plus désavantageux pour la France que celle repoussée [en 2014] sur les conseils d'un certain Emmanuel Macron. »

Après avoir démontré une « ...construction actionnariale déséquilibrée.. » très favorable à Siemens, elle dénonce l'argumentaire fallacieux du gouvernement. « Comme à chaque opération de rachat, l'argumentaire est bien rodé et les chiffres les plus flamboyants sont avancés. (...) des proches du dossier assurent que l'opération sera très égalitaire » car « l'adoption de règles de gouvernance interdisant à Siemens d'imposer sa volonté (...) doit permettre », selon eux, « de rétablir l'équilibre des intérêts. », ce à quoi elle répond : « Combien de temps des règles de gouvernance subsistent-elles face aux lois d'airain du capitalisme qui donnent le pouvoir à celui qui contrôle le capital ? D'après les expériences passées de fusion, le temps de préserver les apparences. »

Puis elle poursuit le démontage du tableau idyllique que nous présente le gouvernement en citant d'abord Olivier Kohler, délégué syndical CFDT sur le site de Belfort : « Siemens et Alstom ont chacun développé leur gamme. Ils ont deux produits similaires, le ICE et TGV. Il ne faut pas être dupe : Siemens va devenir l'actionnaire dominant. Il va vouloir valoriser ses produits. On va sur une casse de l'outil industriel, une catastrophe sociale », puis un ancien conseiller du gouvernement socialiste, très au fait du dossier en 2014 : « Si c'était pour vendre le TGV à Siemens et liquider Alstom, pourquoi alors s'être opposé au rachat proposé par Siemens en 2014, qui aurait été beaucoup plus avantageux pour le groupe et l'industrie française ? »

Nous laisserons à Laurent Herblay, sur le blog Gauliste libre, le mot de la fin : « Après Pechiney, Arcelor, Lafarge, Alcatel, la filière énergie d'Alstom et les prises de participation inquiétantes au capital de PSA, d'Areva ou de certains projets d'EDF, l'état poursuit dans la logique d'abandon de notre industrie à l'étranger avec ce projet de rapprochement d'Alstom, réduit au ferroviaire, avec la filiale de Siemens. (...) Il faut croire que [pour] les dirigeants français (...) la seule chose qui compte pour eux étant sans doute les sommes qu'ils toucheront du fait de ce rapprochement. »

Loïc de BENTZMANN

Naufrage volontaire

La prise de contrôle d'Alstom par l'allemand Siemens et des chantiers de Saint-Nazaire par l'italien Fincantieri sont les nouvelles étapes – pas les dernières – de la liquidation de l'industrie nationale par des dirigeants politiques asservis au capitalisme financier.

L'élite du pouvoir politique et des affaires a entrepris depuis trois décennies de liquider l'industrie nationale sous divers prétextes. En 2004, Pechiney est acheté par le canadien Alcan puis cédé à Rio Tinto et démantelé. En 2006, Arcelor est acheté par le groupe indien Mittal Steel. En 2006, Alcatel fusionne avec l'américain Lucent technologies avant d'être récupéré par Nokia et les Chantiers de l'Atlantique sont vendus par Alstom au norvégien Aker Yards, puis revendus au coréen STX avant d'être provisoirement nationalisés cette année. En 2014, c'est la branche énergie d'Alstom qui passe en 2014 sous le contrôle de l'américain General Electric qui récupère les turbines Arabelle qui équipent nos centrales nucléaires.

Ainsi, en dix ans, la France a perdu des positions stratégiques dans le domaine de l'aluminium, des équipements électroniques, de la sidérurgie, de la construction navale et de la production d'énergie avec de très graves conséquences pour la défense nationale, pour le commerce extérieur et pour l'emploi.

Le jour même où les chantiers de Saint-Nazaire passent sous contrôle italien, avec d'inquiétantes perspectives de participations croisées entre Naval group (l'ancienne DCNS) et Fincantieri dans le secteur militaire, la branche ferroviaire d'Alstom qui était restée française passe sous contrôle allemand. La fusion se fait théoriquement à égalité, avec des garanties pour l'emploi, dans une perspective « européenne ». Mais comment éviter que Siemens avantage l'ICE au détriment du TGV, comment éviter que Siemens ne récupère à son profit la recherche-développement alors que « *Mobility solutions business* » a son siège à Berlin ? Comment éviter que les « synergies » ne conduisent à des fermetures de sites et à des suppressions d'emplois ? Les discours sur « *l'Airbus ferroviaire* » et sur le « *champion européen* » sont mensongers : dans quelques années, on s'apercevra que c'est l'Allemagne qui a gagné alors que la volonté de puissance allemande, américaine ou chinoise peut être bloquée par une politique de protection de l'économie nationale et de nationalisation des secteurs-clés de notre industrie.

Dans la liquidation d'Alstom, dans l'abandon de nos chantiers navals, Emmanuel Macron porte une écrasante responsabilité. Mais c'est l'oligarchie tout entière qui trahit les intérêts de la nation française.

[Texte publié sous forme de communiqué par la Nouvelle Action royaliste le 28 septembre 2017]

Déni de démocratie

L'accord économique et commercial global (AECG ou CETA) conclu entre l'Union européenne et le Canada est dangereux sur le plan commercial et inacceptable du point de vue politique en raison des pouvoirs qui sont donnés au système permanent d'arbitrage.

L'Union européenne, qui négocie les traités de commerce, a conclu avec le Canada un accord qui vaut pour tous les Etats-membres et qui ne peut respecter les intérêts nationaux de chacun de ces Etats. Dans le domaine agricole, le CETA va permettre au Canada d'exporter des quantités de viande de bœuf et de porc, de blés, de maïs et de colza qui vont faire chuter les cours et par conséquent aggraver la situation de nos producteurs. On ne peut même pas dire que la Commission européenne a sacrifié quelques intérêts nationaux et sectoriels dans l'intérêt de l'Union puisque le rapport commandé par le gouvernement français pour évaluer l'impact du CETA sur l'environnement et le climat dit que le climat est « le grand absent » de l'accord, qui ne contient aucun engagement contraignant dans le domaine de l'environnement. Rien « *n'est prévu pour limiter le commerce des énergies fossiles et la hausse des émissions de CO2 du transport international maritime et aérien* », rien n'est prévu « *pour inciter à l'adoption de technologies moins émettrices de carbone* ».

Il ne suffisait pas de sacrifier la santé et l'environnement sur l'autel du libre-échange. La démocratie est concrètement niée par l'accord, qui prévoit la mise en place de systèmes permanents d'arbitrage : les « *Systèmes de Cour sur l'Investissement* ». Les entreprises canadiennes ou installées au Canada, pourront porter plainte contre les Etats devant ces juridictions d'exception quand elles estimeront que la législation sociale, fiscale, sanitaire, environnementale... sont contraires au traité. Ces entreprises pourront demander d'énormes compensations financières en s'appuyant sur des règles qui leur sont très favorables et devant des juridictions qui leur donnent très souvent raison comme le montre l'expérience des systèmes d'arbitrage déjà installés. Il est évident que la menace de sanctions financières amènera les gouvernements à renoncer à de nombreux projets de loi.

Autre attentat, non le moindre, contre la démocratie : l'accord entre le Canada et l'UE est entré en vigueur est entré en vigueur le 21 septembre sur les domaines de compétence exclusive de l'Union – soit 90% de l'accord – avant que le Parlement français, entre autres, se soit prononcé. Le gouvernement français accepte l'inacceptable. Hostile au CETA, Nicolas Hulot aurait déjà dû annoncer sa démission.

Sylvie FERNOY

La République d'Erbil

Le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien est un appel aux puissances internationales en faveur d'un nouvel ordre régional après la chute de « l'État islamique ».

Il n'est pas habituel que le chef des forces spéciales iraniennes et l'ambassadeur américain se rencontrent comme ils l'ont fait le 12 septembre dernier à Suleimaniye, chef-lieu de la province sud de la région autonome du Kurdistan irakien, dans une ultime tentative pour faire reporter le référendum organisé le 25 septembre. On pouvait penser qu'à l'inverse ces deux pays favoriseraient le mouvement des Kurdes vers l'indépendance. Les Américains ne sont-ils pas les pères fondateurs de l'autonomie kurde en 2003 ? L'Iran n'a-t-il pas tout à gagner d'un Irak purement chiite à sa botte ? Peshmergas kurdes et milices chiites se sont retrouvés ensemble à combattre Daech à Mossoul. La Turquie qui a toujours entretenu les meilleures relations avec le gouvernement autonome d'Erbil et y domine économiquement est également apparue en recul par rapport au référendum. Alors qu'Ankara avait toujours conçu le Kurdistan irakien comme un contre-modèle pour les Kurdes de Turquie, Erdogan s'inquiète aujourd'hui d'une possible contagion indépendantiste. Comme souvent dans cette partie du monde, chacun joue ainsi à fronts renversés.

Les Américains n'en sont pas à un revirement près dans leur politique moyen-orientale. Depuis la visite de Trump en Arabie saoudite en juin, ils se sont alignés sur les positions de l'Arabie saoudite qui ne veut pas que la chute de « l'État islamique » se fasse au profit des non-arabes sunnites: kurdes même sunnites et chiites même arabes. Les uns jouent la solidarité reli-

gieuse, les autres, l'Iran, la solidarité des non-arabes. Dans ce climat de guerre régionale, un Etat kurde n'a guère de chances d'émerger pacifiquement. Ce n'est pas par hasard qu'Américains et Iraniens aient appuyé sur le secteur sud : le Kurdistan irakien est composé de deux provinces, celle du nord, acquise au clan Barzani (depuis l'ère ottomane), celle du sud, dirigée par les Talabani, dont le chef est également président national irakien à Bagdad. Les sudistes sont traditionnellement plus liés aux kurdes iraniens, les nordistes aux kurdes turcs. La langue même présente deux dialectes différents. Rien de plus facile que de ressusciter la vieille guerre civile des années 1980. Chacune a ses propres milices, les peshmergas unifiés ne constituant qu'à peine un quart de l'ensemble des peshmergas armés dans la région. Le référendum est une idée de Barzani qui se maintient à la tête du gouvernement régional depuis 2005 alors que son mandat s'est achevé en 2013. Barzani n'a pas de porte de sortie. L'indépendance n'en est pas une. Il faut aux kurdes enclavés dans leurs montagnes, cernés de toutes parts, des liens, des ponts, avec ses voisins et non le huis-clos.

Car qui dit Etat dit frontières. Selon les Kurdes, celles-ci ne peuvent pas être celles de la région autonome irakienne. Le pouvoir kurde s'exerce aujourd'hui de facto sur le Sinjar où s'étaient réfugiés les yézidis, sur la plaine de Ninive où résistent les villages chrétiens assyriens, et surtout la ville de Kirkouk (1,5 million d'habitants, sans doute à moitié kurdes) et les champs pétrolifères attenants. Pour peu qu'on leur reconnaisse la souveraineté sur ces territoires, ils pourraient abandonner la revendication d'un grand Kurdistan, s'étageant de l'Arménie au Liban (à travers la Rojava kurde syrienne), du lac Van (en Turquie) au lac Ourmia (en Iran). Mais Bagdad comme Istanbul ne sont-ils pas

de grandes villes à forte minorité kurde, sans parler de Berlin ?

Si la vocation de l'Etat kurde n'est pas ethnique ou religieuse, elle est éminemment stratégique. Depuis le début des crises, irakienne, syrienne et islamique, les Kurdes jouent un rôle inestimable de zone-tampon. Il ne faut pas oublier qu'ils ont pu jouer ce rôle grâce initialement – sous Saddam Hussein – à la protection de la coalition internationale, et notamment à l'institution d'une zone d'interdiction de survol aérien qui fut efficace. Pourquoi donc ne pas réintroduire les Nations-Unies dans la gestion de la question kurde ? Historiquement, lors des discussions du traité de Sévres, en 1919, l'idée d'un Etat kurde n'avait surgi que pour protéger la reconstitution d'une Arménie indépendante, les deux construits sur le territoire oriental de la Turquie actuelle. Arménie dont le président Wilson avait promis que les Etats-Unis assumeraient la protection sous forme de mandat lequel fut rejeté par le Congrès comme le reste des traités de Versailles. Un Etat – croupion arménien a bien été reconstitué en 1991 sur les ruines de l'URSS mais il n'est pas bien vaillant face aux Azéris. De proche en proche, la proclamation d'un Etat kurde indépendant ne manquerait pas de reposer la question des équilibres régionaux du Caucase au Golfe et à la Méditerranée, un peu comme le déplacement des plaques tectoniques est ressenti à des centaines ou des milliers de kilomètres. On ne l'évitera pas. Plutôt que des initiatives unilatérales, il serait urgent que l'ONU s'en saisisse, une ONU rénovée par la prise de conscience de son utilité. Faut-il voir un signe dans la nomination comme envoyé spécial en Irak, en juin dernier par son nouveau secrétaire général, de Ghassan Salamé, le diplomate libanais qui avait échappé en 2003 à l'attentat qui avait détruit le siège de l'ONU à Bagdad et tué – qui s'en souvient ? – son prédécesseur et chef d'alors Sergio Vieira de Mello ? Pour que son sacrifice n'ait pas été inutile.

Yves LA MARCK

Fractures ouvertes

Dans l'appareil frontiste, la crise couvait dès avant la période électorale. L'échec de Marine Le Pen à la présidentielle et du Front national aux législatives conduisaient nécessairement à de violents règlements de comptes. La démission de Florian Philippot, aussi significative soit-elle, ne règle pas le problème stratégique d'un parti qui a perdu sa fonction tribunitienne.

Les prestations médiatiques de Florian Philippot qui semblaient justifier le discours sur la « dédiabolisation » ont masqué pendant cinq ans les véritables rapports de force au sein du Front national. Alors que le parti de Jean-Marie Le Pen cultivait le nationalisme xénophobe sur fond de libéralisme économique couplé à des diatribes contre le « mondialisme », Marine Le Pen s'est appuyée à partir de 2010 sur un nouveau venu qui se targuait d'un passage chez Jean-Pierre Chevènement et qui a développé une thématique sociale et protectionniste axée sur la sortie de l'euro.

Nommé directeur stratégique pour la campagne de Marine Le Pen en 2012 puis vice-président du Front, chargé de la stratégie et de la communication en juillet de la même année, le jeune et brillant dialecticien s'emploie pendant le quinquennat Hollande à enrober le programme xénophobe et à placer ses amis dans l'appareil frontiste. Une tendance souverainiste apparaît, qui demeure nettement minoritaire lors du congrès de novembre 2014 puisque Florian Philippot est élu en quatrième position avec 69% des

voix, derrière Marion Maréchal-Le Pen, Louis Aliot et Steeve Briois. Elue député en 2012, la jeune Marion devient rapidement la référence de la tendance identitaire-libérale qui rêve à l'union des droites alors que la présidente du Front et son premier lieutenant maintiennent une ligne « ni droite, ni gauche ». Tous deux pensent que cet isolement volontaire leur permettra de gagner des voix des deux côtés. Les succès remportés par le Front aux élections européennes, régionales et municipales semblent conforter ce choix et, dans l'opinion, se répand l'illusion d'un parti évoluant vers une sorte de néo-gaullisme. On oublie les diatribes de Marine Le Pen contre la viande halal, la campagne contre les migrants en 2016 – ce fut un échec, utile pour conforter l'électorat xénophobe – et surtout la constitution en 2015 au Parlement européen du groupe « Europe des nations et des libertés » qui inclut notamment l'extrême-droite autrichienne (FPÖ), flamande (Vlaams Belang), néerlandaise (Parti pour la liberté PVV) et allemande (AfD).

Tant que le Front national a remporté des victoires, tant qu'il a été présenté par les médias comme un parti capable de prendre le pouvoir, Marine Le Pen a pu conserver la fonction tribunitienne héritée de son père, susciter l'enthousiasme des militants et exercer son arbitrage en faveur de Florian Philippot. La tendance identitaire attendait quant à elle l'échéance de mai 2017 en fourbissant ses armes sans jamais négliger de répandre des rumeurs ignobles sur Florian Philippot. La propagande frontiste pouvait donc se développer avec efficacité décuplée par la chambre d'écho médiatique. Dans sa besace programmatique, le Front avait de quoi faire plaisir à de

très nombreux segments de l'électorat sans se soucier de la cohérence de l'ensemble. « Marine », qui tentait de faire oublier son nom de famille, était censée concilier toutes les aspirations et toutes les colères par son élection à la présidence.

Dès 2010, Philippe Cohen (1) qui avait rencontré et écouté attentivement Marine Le Pen nous avait décrit une personne fragile, intimidée par sa charge mais formant déjà avec Florian Philippot un couple politique très solide. Le tribun et le tuteur se sont confortés jusqu'en mai 2017 mais le désormais fameux débat télévisé du 3 mai avec Emmanuel Macron a révélé la faille masquée par les beaux discours rédigés par Florian Philippot : la candidate ne pouvait pas soutenir par des arguments pertinents le point-clé du programme parce qu'elle n'avait pas compris l'enjeu monétaire, parce qu'elle ne savait pas expliquer pourquoi et comment il fallait quitter la zone euro. Aux fragilités et faiblesses personnelles de Marine Le Pen, s'ajouta un constat qui contredisait la stratégie philippotiste : au second tour de la présidentielle, un tiers des électeurs de François Fillon se sont reportés sur la candidate frontiste, et seulement 10% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. L'aile droite du parti (Nicolas Bay, appuyé par Gilbert Collard et Robert Ménard) a donc immédiatement réclamé qu'on arrête la propagande anti-euro et qu'on reprenne le discours sur l'immigration, l'islam et l'insécurité. Cette tendance s'est renforcée par l'élection à l'Assemblée nationale de frontistes identitaires, Florian Philippot et ses partisans ayant été tous battus.

Lors du séminaire sur la refondation du parti, au début de l'été, Marine Le Pen tente de maintenir l'équilibre entre les deux courants en faisant accepter l'idée que la sortie de l'euro aurait lieu à la fin du quinquennat, après la tenue d'un référendum, pour ne pas dire aux



« C'était le bon vieux temps ! »

calendes grecques. Trop tard ! A la mi-mai, Florian Philippot lance à l'intérieur du Front l'association « Les Patriotes », ouverte sur l'extérieur ; l'aile droite, privée de Marion Maréchal-Le Pen depuis le 10 mai, mène tout l'été une violente offensive couronnée de succès. La présidence du groupe frontiste au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté est retirée à Sophie Montel, figure importante de la tendance Philippot, et l'association « Les Patriotes » est vivement mise en cause. Affaiblie, durement étrillée par les amis de son père – Wallerand de Saint-Just par exemple – Marine Le Pen donne raison aux plus forts : elle retire à Florian Philippot sa délégation le 20 septembre et celui-ci, devenu « vice-président à rien », démissionne le lendemain matin.

Cette crise illustre notre critique du concept de « souverainisme » (2), qui regroupe deux démarches opposées : d'un côté le patriotisme attaché au principe de l'unité nationale, de l'autre le nationalisme, toujours xénophobe dans ses variantes maurrassiennes ou identitaires, et par conséquent toujours inscrit dans une logique de guerre civile. Il est significatif que Florian Philippot ait choisi « Les Patriotes » pour désigner la tendance incarnée par cet homme qui s'est toujours affirmé national-républicain dans la fidélité au général de Gaulle, sa « référence absolue ». Nous suivrons attentivement le développement, encore hypothétique, de cette scis-

sion patriotique qui ne met certainement pas un terme à la crise qui secoue le Front national. Pourquoi ?

Incapable de prendre le pouvoir (3), le Front national était devenu le grand parti protestataire français et il a gardé ce statut jusqu'à l'élection présidentielle qui l'a mis dans une situation paradoxale. Malgré son gros matelas de voix, il s'est fait déposséder de sa fonction tribunitienne par Jean-Luc Mélenchon pour bien des raisons et notamment pour celle-ci : après avoir pu constituer un groupe à l'Assemblée nationale, les députés de la France insoumise ont dénoncé avec pertinence et talent les ordonnances réformant le code du travail alors que les élus du Front national, trop peu nombreux pour avoir un groupe, assistaient en spectateurs à un épisode de la guerre de classe qui est hors du champ de la démagogie xénophobe. Les manifestations syndicales et politiques de la rentrée ont confirmé la marginalisation du Front national, en proie aux soubresauts de son épuration interne.

Cette marginalisation est d'autant plus préoccupante pour le Front que le tribun se trouve désormais sans tuteur. Certes, Marine Le Pen est débarrassée de sa nièce Marion – provisoirement ? – mais cette femme fragile est confrontée à un problème stratégique qui divise les frontistes.

Après la démission de Florian Philippot, ce problème a été clairement exposé par Robert Ménard. Le

maire de Béziers estime que la crise sera inutile si l'on fait « du Philippot sans Philippot » – si Marine Le Pen maintient la ligne « ni droite, ni gauche » qui a selon lui conduit le parti à l'échec. Après avoir dénoncé l'antieuropéisme et les principales propositions sociales contenues dans le programme frontiste, Robert Ménard s'est prononcé « pour un grand mouvement conservateur » sur les questions économiques, sociétales et écologiques, capable de rassembler la droite – sans se prononcer sur la personne qui pourrait incarner ce nouveau parti.

L'union des droites est une perspective sérieuse car Nicolas Sarkozy a déjà montré que le discours identitaire ne gênait en rien la mise en œuvre du programme ultralibéral, mais au contraire permettait de ratisser plus large. Cette « union » ne pourrait pas se faire autour de Marine Le Pen mais plutôt sous l'égide d'un Laurent Wauquiez, féodal de haut rang qui a déjà conquis ses titres de noblesse au sein de l'oligarchie. Il est donc logique que la présidente du Front national continue à défendre une ligne de stricte autonomie, en vue de fédérer les protestataires de tous bords. Mais cela revient à s'installer définitivement dans le rôle de « rentière du malheur » et de repoussoir indispensable au maintien du système oligarchique car il est évident qu'elle ne pourra pas gagner la prochaine présidentielle en gérant le Front national revenu à sa rhétorique traditionnelle.

Comme les dirigeants et les militants frontistes ne sont pas des imbéciles, ils vont être placés devant des choix crucifiants.

B. LA RICHARDAIS

(1) Cf. Philippe Cohen et Pierre Péan, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012.

(2) www.bertrand-renouvin.fr/frederic-lordon-jacques-sapir-et-lembrouille-souverainiste-chronique-83/

(3) www.bertrand-renouvin.fr/capacites-et-incapacites-frontistes/

La guerre des gauches

Dans un essai prometteur (1), Kévin Boucaud-Victoire dresse un état précis de la décomposition de la gauche, qui a été accélérée par l'élection présidentielle

Le tableau des mouvements tactiques et stratégiques des gauches françaises a été brossé par l'auteur avant l'élection présidentielle mais le travail accompli conserve toute sa valeur : la guerre des gauches se poursuit et il faut simplement ajouter à l'état des lieux publié en avril dernier le champ de ruine qui s'appelle encore « *Parti socialiste* ». Cela dit, les questions essentielles demeurent : comment définir la gauche ? Peut-on se mettre d'accord sur ses principales lignes de fracture ? Le clivage droite-gauche conserve-t-il sa pertinence ?

Quant à la définition, Kévin Boucaud-Victoire souligne la difficulté : la gauche n'existe pas en tant que telle – la droite non plus – mais il existe une « *culture de gauche* » et une « *mentalité de gauche* » car « *la gauche se veut encore le camp de la tolérance, de l'universalisme, du progrès, de l'égalité etc.* ». Tel est bien l'imaginaire de la gauche mais la culture de gauche était fort composite – la culture communiste des années cinquante était à l'opposé de la « *contre-culture* » des années soixante – et cette culture a connu la mutation libérale-libertaire et la récupération par le capitalisme globalisé. L'universalisme de la gauche se confond avec l'europhisme de larges secteurs de la droite qui peuvent communier dans un même « *progressisme* » réduit aux fameuses « *réformes* » d'adaptation au marché mondialisé. La tolérance n'est pas la qualité première de la gauche plus ou moins libertaire qui lance régulièrement ses fatwas contre les intellectuels qui la dérangent – par exemple Marcel Gauchet.

C'est cette confusion issue des bouleversements des années quatre-vingt – le reniement des socialistes, l'effondrement soviétique – qui caractérise la guerre des gauches patiemment analysée par Kévin Boucaud-Victoire. Cette guerre est ancienne. Au XIX^e siècle et pendant une grande partie du XX^e, notre auteur distingue trois courants : les libéraux, les jacobins et les socialistes eux-mêmes divisés entre réformistes et révolutionnaires. Après les événements de mai 1968 et de mai 1981, le paysage de la gauche fait de nouveau apparaître trois tendances : la nouvelle gauche libérale, qui s'affiche sous l'étiquette socialiste, la nouvelle gauche jacobine incarnée par Jean-Pierre Chevènement et la gauche alternative où l'on retrouve Jean-Luc Mélenchon, le Parti communiste, les mouvements trotskystes et la mouvance spontanéiste qui a fait Nuit debout.

Ces trois gauches sont confrontées à trois questions qui tantôt les rapprochent et tantôt creusent les oppositions : le libéralisme économique, la laïcité et la souveraineté. Les clivages sur ces sujets ne permettent pas de retrouver l'opposition entre la gauche réformiste et l'extrême gauche révolutionnaire, ou entre une gauche progressiste et une gauche réactionnaire. Le libéralisme économique provoque des résistances au sein du Parti socialiste mais n'effraie pas les partisans, à l'extrême gauche, des réformes sociétales. La laïcité rapproche certains représentants de la gauche libérale, la gauche jacobine et certains intellectuels critiques comme Jean-Claude Michéa alors que la gauche alternative connaît de vives oppositions entre les « *islamo-gauchistes* » et les républicains. La défense de la souveraineté rapproche les tenants de la gauche jacobine et certains animateurs de la France insoumise. Malgré la complexité des combats et des alliances, Kévin Boucaud-Victoire estime que le cli-

vage droite-gauche continuera de structurer la vie politique française après la période de recomposition dans laquelle nous sommes entrés. Cependant, conclut-il, « *la gauche devra quand même contrer l'hégémonie politique et culturelle de la droite* » afin de ne pas devenir le grand cadavre à la renverse que Sartre évoquait.

Il importe que Kévin Boucaud-Victoire reprenne et prolonge ce premier essai dès que nous aurons une expérience suffisante de la « *gouvernance* » Macron. A la Nouvelle Action royaliste, nous estimons que la victoire de La République En Marche a permis de concrétiser l'alliance de fait qui existait entre la gauche libérale et la droite libérale sur les orientations économiques et sociales, dans un cadre euro-atlantique tenu pour naturel. Le bloc oligarchique qu'Emmanuel Macron a constitué est résolument post-national, post-démocratique dans sa soumission à Bruxelles et par définition post-républicain. Du fait de sa sociologie et de ses groupes de soutien - patronaux, financiers -, il mène non moins résolument une guerre de classe qui s'avoue désormais comme telle et présente comme progressiste l'idéologie libérale-libertaire qui sert ses intérêts.

Si la gauche veut être à l'avenir le parti de la justice sociale, il lui faut repenser le socialisme selon les principes de la démocratie, de la laïcité et de la souveraineté. De cela, la jeune gauche est en train de prendre conscience. Mais il lui faut dans le même temps se décider à penser la question de la Constitution, au rebours de la classique culture de gauche qui produit de temps à autre des fictions dangereuses ou ineptes – la « *sixième république* » en dernier lieu - mais qui refuse d'envisager l'institution politique en tant que telle et son point d'application dans la Constitution gaullienne, la plus cohérente et la plus réussie que nous ayons eue depuis 1791.

Bertrand RENOUVIN

(1) Kévin Boucaud-Victoire, *La guerre des gauches*, Le Cerf, 2017.

L'événement Macron

Le bouleversement intervenu dans notre vie politique, avec la victoire d'Emmanuel Macron est-il significatif d'une mutation plus profonde que celle d'un déplacement de l'équilibre partisan du côté d'un centre, jusqu'ici introuvable ? Les avis sont partagés. S'il faut en croire Pierre-André Taguieff, ce qui est apparu comme un miracle improbable pourrait s'avérer rapidement comme un mirage. Pour Régis Debray, au contraire, nous sommes en train d'assister à un changement civilisationnel, dans la logique de ce qu'il avait écrit dans son précédent essai sur l'américanisation du monde(1). Les deux analyses ne sont d'ailleurs pas incompatibles. Il est possible que le macronisme trouve rapidement ses limites dans l'ordre pratique immédiat, ce qui n'enlèverait rien à la nouveauté du phénomène qu'il constitue en deçà d'une « gouvernance » problématique. Avec, toutefois, cette différence que le paradigme instauré pourrait avoir des prolongements non éphémères : « S'il ne faut plus penser par événement mais par génération, à la fois biologique et technologique, ce qu'il entre d'évènement dans l'évènement "Macron" pourrait bien faire époque, comme l'advenue d'un nouveau classicisme – où thèses politiques et prothèses numériques se légitiment les unes les autres. » Et Régis Debray d'évoquer l'émergence d'un nouvel axe de civilisation.

Dans le style vif qu'on lui connaît, et qui, ici, acquiert plus encore de virtuosité, l'écrivain s'emploie à illustrer cette émergence : « Nous sommes témoins de l'arrivée aux manettes du management, qui s'est donné pour tâche de nettoyer le terrain de ses résidus, rentes, statuts, corporations, qu'il s'agisse des notaires ou des ouvriers. Un monde expéditif et où l'anglais est langue de travail ; New York et Las Vegas, les eldorado, souvenirs de jeunesse ou points de chute en cas de malheur ; où les raccourcis expressifs du marketing de proximité remplacent l'argumentation point par point. » La polarisation sur le projet européen est aussi significative d'une rupture avec notre histoire : « Une Europe fédérale serait la Terre Promise des apôtres du contrat asocial, économie d'échelle qui se moque de l'affectio societatis comme de l'an quarante et des héritages historiques. » On ne s'étonne pas non plus de l'insistance de l'analyste à mettre en évidence la dimension religieuse de ce changement, avec un néo-protestantisme qui, lui aussi, a traversé l'océan de façon fulgurante : « Nous découvrons avec la mondialisation le businessman du Salut, le VRP de la Bible, le télévangéliste qui parle en langues, soit l'exposant extatique d'une Promesse planétaire, dont le comité directeur est dans la Silicon Valley, les fidèles sur les cinq continents et les règles d'utilisation au bout des doigts de chaque internaute. »

J'appuie ce point de vue, en observant l'évolution d'un

protestantisme français qui d'ailleurs, surprend et désorienté souvent les héritiers directs de Luther et de Calvin. Il y a quelques années déjà, j'ai assisté à une scène déconcertante dans un temple au pied de la très catholique colline de Fourvière. Le pasteur Jean-Arnold de Clermont, qui était alors président de la Fédération protestante de France, expliquait à son auditoire comment le développement des évangéliques était en train de bouleverser le paysage français. Dans nombre de communautés, s'inquiétait-il, la fonction de pasteur est devenue comme une bonne affaire, un *job* gratifiant, pécuniairement parlant. Quelle ne fut pas sa surprise de voir applaudir cette bonne nouvelle par la plus grande partie de l'assemblée, notamment du côté des deux chorales évangéliques qui faisaient retentir cette primauté du son et du *song*, dont parle aussi Régis Debray. Ce que Clermont redoutait, les néo-protestants s'en félicitaient chaleureusement. Oui, le pastorat devait être un bon business !



La visite qu'Emmanuel Macron a rendue récemment aux protestants à l'hôtel de ville de Paris, à l'occasion du cinq centième anniversaire de la Réforme pourrait être interprétée comme un signe de connivence, mais ce n'est pas forcément par empathie avec les évangéliques. Dans l'hebdomadaire *Réforme*, Olivier Abel fait part à notre ami de sa différence bien marquée : « Je veux signaler que le protestantisme européen et le catholicisme européen sont plus proches, culturellement, que le protestantisme européen parfois ne l'est des protestantismes africains ou d'Asie du sud-est. » En ce qui concerne ce qui vient d'Amérique, il est obligé d'admettre que l'hégémonie culturelle des États-Unis va bien au-delà des moyens de la technique et des habituels croisements de civilisation.

Olivier Abel fut l'un des plus proches collaborateurs de Paul Ricœur dont notre président fut aussi l'assistant lors de la rédaction d'un de ses derniers ouvrages, celui sur l'histoire et la mémoire. On lira à propos de Ricœur les quelques pages suggestives que Régis Debray lui consacre en terminant son essai. Il ne s'agit nullement d'un philosophe négligeable – on voit d'ailleurs qu'il connaît très bien son œuvre – mais sa conception qui ramène tout à l'intersubjectif échappe à des aspects essentiels d'une raison politique constamment confrontée aux nécessités de la création de l'unité d'un peuple et aux rapports de force internationaux, qui, qu'on le veuille ou pas, affectent toujours l'Europe elle-même.

Gérard LECLERC

Régis Debray, *Le nouveau pouvoir*, Medium – Éditions du Cerf.

Le collectionneur

Jusqu'au 14 janvier 2018, le musée Marmottan Monet propose une exposition des plus originales sur la collection privée de Claude Monet. Un programme réjouissant avec des tableaux et estampes.

Si le nom de Claude Monet reste associé à ses grandes œuvres, on connaît en revanche très peu l'intérêt du peintre pour celles des autres. En effet, tout au long de sa vie, Claude Monet a acheté ou s'est fait offrir les toiles de ses contemporains. Faire découvrir cette collection au public, tel était le projet du Musée Marmottan Monet qui propose une très belle exposition sur cette facette méconnue d'un des plus grands impressionnistes. Toutefois, cette exposition est le fruit d'un travail ardu de reconstitution, car la collection avait été en partie vendue par le fils cadet du peintre.



Cézanne, Neige fondante à Fontainebleau

Après une enquête minutieuse, notamment grâce à des témoignages écrits de Monet et de ses proches, les œuvres sont désormais réunies. Bien sûr, on trouve énormément de toiles de peintres impressionnistes appréciés par Monet ; Renoir et Cézanne en particulier, faisaient l'objet d'une immense admiration et d'une indéfectible amitié de sa part. La Partie de pêche (1873 – 1874) de Cézanne est l'un des premiers tableaux de la collection et fruit d'un échange de toiles entre les deux artistes. Toujours de Cézanne, *La Neige fondante à Fontainebleau* détonne au milieu des portraits de la collection : un paysage hivernal dénué de vie humaine, qui se dévoile sous des camaïeux de bleus, lesquels tranchent avec le fond rosé et jaune du ciel qui vient percer les arbres de la forêt.

On retrouve aussi plusieurs tableaux des fameuses *Baigneuses* de Renoir. Celui-ci peindra également, en 1874, la femme de Monet et leur fils Jean au milieu du Jardin d'Argenteuil. Telle est la collection de Monet : traduction de ses complicités artistiques. On découvre ainsi des toiles de Berthe Morisot, comme la *Fillette au panier*. L'autre facette intéressante de Monet qui est mise en valeur est celle de son désir de transmission. À Giverny, il accueille et conseille des peintres prometteurs. C'est comme ça que le jeune Paul Signac rencontre Monet et lui offre plusieurs aquarelles de villes (Rouen, Venise). Enfin, impossible de passer à côté de la collection d'estampes japonaises. Ces œuvres décoratives donnent à la collection une touche exotique et mettent en lumière la curiosité d'esprit de ce maître de l'impressionnisme.

Indiana SULLIVAN

Du Redoutable

Le *Redoutable*, du cinéaste français Michel Hazanavicius (*OSS 117, The Artist...*), retrace la vie de Jean-Luc Godard et de sa très jeune épouse, autour de Mai 68.

Anne Wiazemsky, petite-fille de François Mauriac, a alors 19 ans ; L'auteur s'inspire du récit de cette dernière, *Un an après*, paru en 2015. Ce personnage est remarquablement interprété par Stacey Martin, dont la palette d'expressions du visage et du corps a été pourtant intentionnellement réduite par Hazanavicius. Godard déjà star en 1967-68, mais Godard en proie au doute, masqué par l'assertion de maximes maoïstes et une critique permanente et totale se voulant révolutionnaire et n'étant pourtant que sectaire, le conduisant à moult provocations et mufleries, ainsi qu'à des ruptures spectaculaires avec ses amis, dont l'Italien Bertolucci : le comédien Louis Garrel excelle dans ce personnage de Godard ; Le film est esthétiquement très réussi et guère avare d'audaces – à tout le moins de plaisantes fantaisies techniques.

Selon Hazanavicius, seule la distance temporelle permet aux spectateurs de 2017 de supporter le personnage odieux de Godard - et peut-être aussi justement parce qu'il s'agit de Godard ? « *Ces années soixante étaient élégantes, innocentes, naïves* » estime un peu à tort le réalisateur ; elles étaient surtout optimistes. Étrangement, il explique aussi n'avoir inséré aucune image d'archives dans son film, « *ce qui en aurait inévitablement mis en évidence les approximations* » gestuelles, matérielles, vestimentaires. Surprenant manque d'assurance de la part d'un professionnel oscarisé, puisque nombreux sont les films très réussis employant des images d'archives. Un œil averti aura donc repéré que dans *Le Redoutable*, les scènes de manifestations comme celles - d'anthologie - d'assemblées générales estudiantines ont été créées, avec un succès certain. Disposant de 700 figurants, « *nombre insuffisant pour provoquer un effet de masse* », Hazanavicius a dû procéder à un montage juxtaposant les prises de vues par sections de boulevard, pour restituer les vagues humaines sur le pavé parisien. Ce film, dont le réalisateur ignore si Godard - « *à qui tous les gens qui font du cinéma doivent quelque chose* » - l'a vu, et s'en moque, se voudrait aussi une contribution à un réinvestissement politique de la jeunesse. Quelque chose de différent « *de l'ennuyeux Nuit Debout, où la parole était sérieuse comme du Raymond Barre, alors que la politique ne doit pas forcément être sérieuse* ». C'est là confondre sérieux et gravité. Si la politique n'a pas à se pratiquer forcément avec gravité, pesanteur, hiératisme, si elle gagne en effet à être joyeuse, imaginative, passionnée, elle n'a en revanche pas le droit à la paresse ni à la négligence.

Romain BEAUMONT

Bulgarie, 11 au 16 septembre : lors de la 22ème assemblée générale de l'Organisation Mondiale du tourisme, le roi **Siméon II** a profité de la tribune pour délivrer un message de tolérance à l'attention des peuples européens : « *Les gens et les sociétés se connaissent, ce qui réduit l'hostilité et la méfiance. Comprendre la façon dont les autres vivent peut contribuer à la paix* » a déclaré l'ancien souverain tout en ajoutant que « *la présence massive d'étrangers ne devait pas être considérée comme une menace pour la culture ou les traditions* ».

Burkina Faso, 16 septembre: le 37^e Moro Naba (empereur) des mossis, **Baongo II**, a reçu le « Prix Macky Sall pour le Dialogue en Afrique ». Monté sur le trône en 1982, il a joué un rôle important de négociateur dans la réconciliation nationale après le coup d'État de 2015. C'est avec l'indépendance de l'ex-Haute Volta en 1960 que l'empereur a perdu ses pouvoirs pour ne devenir qu'une haute autorité traditionnelle.

Belgique, 22 septembre : selon un récent sondage commandé par Place Royale, 58% des Belges souhaitent le maintien de la monarchie, une large majorité en faveur d'une monarchie plus protocolaire, contre 25% qui plébiscitent une république.

Cambodge, le 23 septembre: 500 cadres du parti royaliste Funcinpec se sont réunis lors d'un congrès. Le prince et président du mouvement, Norodom Ranariddh, a appelé les royalistes, les sihanoukistes et les nationalistes à se rassembler pour assurer la survie du régime monarchique. Demi-frère du roi, il est actuellement à la tête du Conseil royal.

Frédéric de NATAL



Souscription 2017

Notre souscription annuelle est close. Elle nous a permis de conforter l'existence matérielle de notre journal, qui ne bénéficie d'aucune subvention. Merci à tous ceux qui ont fait l'effort de nous soutenir. Les dons reçus à partir d'octobre seront affectés à la souscription 2018 !

Voici la quatrième liste : Jacques de Monneron : 150 €, Christophe Barret : 500 €, Claude Teissier : 150 €, Philippe Prebet : 100 €, Guy Leres : 100 €, Grégory Thomas : 30 €, Jean-François Kessler : 180 €, Alain Barré : 50 €, Patrice Le Roué : 100 €, Frédéric Jamain : 80 €, François Fardeau : 65 €, Arnaud Teyssier : 150 €, Luc de Goustine : 100 €.

Total de cette liste : 1 755 €

Total des listes : 6 934 €

Vous pouvez continuer à nous soutenir en envoyant vos chèques libellés à l'ordre de « NAR » à :

**Royaliste
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris**

Permanences parisiennes

Chaque premier samedi du mois, de 15h00 à 18h00, nous recevons nos lecteurs et adhérents dans nos locaux - au 38 rue Sibuet.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 04 octobre :
Arnaud Teyssier, « Philippe Séguin »

Mercredi 11 octobre :
Emmanuel Todd, « Une esquisse de l'histoire humaine »

Mercredi 18 octobre :
Frédéric de Natal, « Perspectives monarchiques : Serbie, Roumanie, Portugal »

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris**

Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Échec aux germanophiles

Le succès électoral de l'*Alternative für Deutschland* (AfD) a été présenté dans les médias français comme une atteinte à l'exemplarité allemande qui se confond depuis douze ans avec le paisible visage de la chancelière Merkel. Retour des nazis au Bundestag ? C'est idiot. L'AfD a marginalisé la vieille extrême droite du *Nationaldemokratische Partei Deutschland* et le nouveau courant populiste xénophobe a banalement profité de l'arrivée massive des migrants, de la misère sociale et du racisme qui caractérise une partie non-négligeable de la population allemande. Avec sa représentation parlementaire peu cohérente, l'AfD jouera le rôle d'épouvantail qui rehaussera la bonne conscience de la classe dirigeante. Le danger allemand, ce n'est pas la renaissance du nazisme, c'est la Chancelière. Angela Merkel conserve la maîtrise de la situation même si le jeu politique est un peu plus compliqué en raison du retrait des sociaux-démocrates qui l'oblige à négocier avec les libéraux et les écologistes. Nul ne s'y trompe cependant : avec Wolfgang Schäuble jusqu'à maintenant, avec un ministre des Finances libéral dans quelque temps, l'Allemagne restera la puissance dominante en Europe de l'Ouest et continuera d'y imposer son prétendu modèle.

Depuis 1991, les gouvernements français successifs ont diffusé l'imagerie naïve du « couple franco-allemand » alors qu'ils se laissaient flouer et vassaliser par Berlin, alors qu'ils laissaient l'Union européenne devenir une « plateforme de production allemande » selon l'expression d'Olivier Passet. Sur Xerfi canal, cet économiste soulignait récemment que l'Allemagne concentre plus du quart de l'industrie de l'Union et 37% de l'industrie de la zone euro. Cette puissance a été acquise grâce à l'euro et à la colonisation des pays de l'est européen assignés à la sous-traitance et qui assurent à l'Allemagne un poids réel de 40% dans l'industrie de l'Union. Grâce à sa domination économique, l'Allemagne impose un modèle résolument anti-social. L'Allemagne exemplaire par son commerce extérieur, par son excédent budgétaire, par son

faible taux de chômage, par son endettement réduit – elle est championne du non-remboursement des dettes au XX^e siècle – est un pays où le pourcentage de la population active sous le seuil de pauvreté a augmenté de 54% en dix ans, où le nombre de travailleurs pauvres a doublé en dix ans, où le nombre de travailleurs occupant deux emplois a augmenté de 80% en douze ans, où le pourcentage des retraités sous le seuil de pauvreté a augmenté de 30% en dix ans.



En France, le clan germanophile ne veut pas voir ou se moque éperdument de la régression sociale en Allemagne. Il voudrait imiter l'efficacité commerciale allemande sans comprendre ses conditions spécifiques, monétaires et néocoloniales, et sans voir que la classe dirigeante allemande veut avant tout faire prévaloir les intérêts nationaux allemands. Pour Berlin, l'Union européenne est un moyen. Pour la caste parisienne, « l'Europe » est une fin à laquelle elle vient de sacrifier Alstom et pour laquelle elle sacrifiera de plus en plus les classes moyennes et populaires au fil des « réformes » ultralibérales. Emmanuel Macron croit en cette « Europe » qu'il voudrait refonder en aliénant notre souveraineté nationale dans la souveraineté européenne. A Athènes, à Paris, à Tallinn, il y eut des discours soigneusement rédigés, riches en suppléments d'âme destinés à nous faire oublier le troc : des réformes à l'allemande contre la réforme de la zone euro. Angela Merkel avait poliment répondu que l'idée était intéressante mais les libéraux ont fait savoir que l'Allemagne ne financerait pas les endettés du sud et les autres propositions du président français sont, pour la plupart, rejetées par nos autres partenaires.

C'est l'échec. Après le sommet de Tallinn, on ne parle plus à l'Elysée de « plan » français, on se résigne à attendre la formation du nouveau gouvernement allemand comme on a attendu le résultat des élections allemandes. Germanophiles déclarés, Emmanuel Macron et Edouard Philippe continueront de collaborer avec l'Allemagne, aux conditions dictées par la Chancelière et par son ministre des Finances. Mais ils n'arrêteront pas de faire des phrases lors des rencontres au sommet comme si les comédies de l'Union moribonde ne devaient pas avoir de fin.

Bertrand RENOUVIN